



**UNITED NATIONS EDUCATIONAL, SCIENTIFIC
AND CULTURAL ORGANIZATION**

**Oral report
of the Rapporteur, Mr Artur Wilczynski**

at the Closing of the

**Third session of the Intergovernmental Meeting of Experts
on the Draft Convention
on the Protection and Promotion of the Diversity of Cultural Expressions**

UNESCO, 25 May – 3rd June 2005

Thank you very much Mr. Chairman.

It is an honour for me to present to you my third and final oral report of your deliberations. Let me at the outset Mr. Chairman thank you for your unwavering leadership, your strength of will and determination. You have guided us through a challenging process with wisdom and integrity. Let me say on a personal note that I have learned a great deal from you since we began this intergovernmental process last September.

I would like to thank Mr Mounir Bouchenaki, Assistant Director-General for Culture, Dr. Abdulqawi Youssuf, Director Office of International Standards and Legal Affairs and Mrs Katérina Stenou, Director of the Division of Cultural Policies and Intercultural Dialogue, coordinator of the Convention, and their incredible teams for their remarkable dedication and professionalism. I must also thank all my colleagues on the Bureau from St-Lucia, Tunisia, Lithuania and Korea as well as Jukka Liedes, the Chair of the Drafting Committee for their tireless efforts in ensuring we reach this productive conclusion.

Ladies and Gentlemen, I am pleased to inform you that we have completed the task requested of us by the last general conference. We have a preliminary draft Convention that is ready for submission to the 33rd General Conference in October of this year.

This third session of the intergovernmental meeting of experts on the Draft Convention on the Protection and Promotion of the Diversity of Cultural Expressions included 550 participants from 130 Member States, 6 intergovernmental organizations and 19 non-governmental organizations.

Mesdames et messieurs, cette troisième session fut initiée par une allocution du Directeur général de l'UNESCO, suivie d'un discours d'ouverture du Président de la plénière, le Professeur Kader Asmal. Le Sous-Directeur général pour la Culture a par la suite indiqué que cette troisième session de la réunion intergouvernementale d'experts de catégorie II a été autorisée par le Directeur général, conformément à une décision de la 171^e session du Conseil exécutif adoptée en avril 2005, afin que nous puissions poursuivre le travail sur l'avant-projet de Convention initié en septembre 2004. Le Sous-Directeur général a rappelé que dans ces circonstances, le Président et le Bureau élus à la première session devaient conserver leur fonction.

Dans ses remarques préliminaires, le Président a évoqué les différentes étapes franchies depuis le lancement du processus intergouvernemental. Outre les deux sessions tenues en septembre 2004 et en février 2005, il a rappelé le travail accompli par le Comité de rédaction au cours de sa première réunion en décembre 2004 et parallèlement à la deuxième session intergouvernementale de février. Le Président a souligné les avancées remarquables réalisées par ce Comité sur la base des centaines de propositions d'amendements des États et des nombreuses recommandations de la plénière tout au cours de ce processus.

Le Président a insisté sur le fait que cette troisième session de la réunion intergouvernementale constituait l'étape la plus critique de la négociation en cours, en ce qu'elle devait permettre aux délégations d'atteindre leur objectif ultime, soit la finalisation d'un avant-projet de Convention à soumettre à la 33^e Conférence générale. Dans cette perspective, il a tenu à rappeler les bases du travail réalisé à ce jour et les éléments devant faire l'objet de négociations plus approfondies, notamment le champ d'application de la Convention, la portée des droits et obligations des Parties et la relation entre la future Convention et les autres traités internationaux.

Enfin, le président a fait état des étapes franchies depuis la dernière session de la réunion intergouvernementale au cours de laquelle il a reçu le mandat « de préparer un texte consolidé » à « communiquer aux Etats membres dès que possible ». Ce texte élaboré à Cape Town en avril 2005 et constituant l'Appendice 2 du rapport préliminaire du Directeur général du 3 mars a été remis aux États au cours de la dernière session du Conseil exécutif en avril 2005, puis envoyé officiellement à tous les membres de l'UNESCO le 3 mai 2005.

Mesdames et messieurs, au cours de la première journée de délibérations, les participants se sont livrés à un échange sur les documents et la méthode de travail à adopter au cours de cette troisième session. En ce qui concerne les documents de travail, le Président a invoqué les deux avant-projets de Convention annexés au rapport préliminaire du Directeur général daté du 3 mars, soit les appendices 1 et 2. Il a insisté sur le fait que ces deux textes devaient être considérés comme des documents complémentaires. Le Président a indiqué à la plénière qu'il lui appartenait désormais d'en disposer de la façon la plus utile pour assurer le bon déroulement de leurs travaux.

Suite à ces remarques, l'ensemble des délégations a félicité le Président pour le travail qu'il a accompli dans l'intervalle de la deuxième et de la troisième session de la réunion intergouvernementale. Le texte consolidé a été qualifié

d'équilibré, de cohérent et de bien structuré, et plusieurs ont indiqué que cet avant-projet constituait une avancée importante dans le processus de négociation. De nombreuses délégations ont demandé que le texte consolidé du Président constitue la base des discussions. Dans ce contexte, le Président a désigné le texte consolidé de l'appendice 2 comme base de négociations, toute référence au texte composite de l'appendice 1 étant sous-entendue.

Compte tenu des échéances, le Président a suggéré aux délégations de ne pas s'attarder inutilement sur les détails techniques et stylistiques, et de se concentrer sur les points fondamentaux susceptibles d'influencer la ratification de cette Convention. Il a invité l'Assemblée à adopter une attitude constructive et à déployer tous les efforts afin d'en arriver à un consensus sur l'ensemble des dispositions de la Convention.

Concernant la méthode de travail, le Président a proposé que les débats soient structurés autour de 6 thèmes respectant la structure de la Convention. Enfin, il a annoncé qu'au besoin seraient constitués des groupes de travail informels afin d'assister la plénière dans son travail et de faciliter l'émergence d'un consensus sur des questions jugées plus sensibles.

Au cours des travaux de la plénière, plusieurs groupes de travail informels ont ainsi été constitués afin de permettre aux États d'exposer leur position respective et de dégager un terrain d'entente sur des questions fondamentales pour l'évolution des travaux de la Convention. De nombreuses délégations se sont rassemblées au sein de tels groupes afin de débattre notamment des définitions, de même que des dispositions liées aux relations entre les traités et au mécanisme de règlement des différends.

De même, des groupes restreints ont pu discuter de la clause fédérale, de l'adhésion à la Convention par les organisations d'intégration économique régionale et du traitement préférentiel en faveur des pays en développement. Tous les groupes de travail ont joué un rôle fondamental dans le rapprochement des points de vues divergents et la finalisation de l'avant-projet de Convention à soumettre à la conférence générale en 2005.

Mesdames et Messieurs,

Cette troisième session de la réunion intergouvernementale a permis aux délégations de revoir chaque article de l'avant-projet de Convention, d'en débattre, de proposer des amendements sur ces articles et même de proposer des formulations alternatives au texte consolidé du Président. Ainsi, bien que la

qualité du texte composite ait été largement reconnue, plus de 160 amendements, techniques ou de substance, ont été déposés par 35 délégations. De même, plusieurs propositions soumises par les groupes de travail informels ont été examinées et longuement débattues. Permettez-moi maintenant de vous présenter les résultats de ces huit derniers jours de négociations, en passant brièvement en revue chacune des parties de la Convention. Je vais cibler mon intervention sur les amendements qui ont été acceptés par la Plénière.

Le préambule du texte consolidé fut dans l'ensemble jugé satisfaisant. Quelques amendements de substance ont notamment permis d'intégrer un nouveau paragraphe sur l'importance des savoirs traditionnels, une référence à la diversité des médias et au rôle fondamental de l'éducation, et une mention sur les risques de déséquilibre entre pays riches et pays pauvres engendrés par la mondialisation. Les États-Unis se sont formellement objectés au paragraphe 18 référant aux activités, biens et services culturels.

The Plenary reviewed the objectives (Article 1) of the Convention and primarily agreed to maintain the text as presented in the consolidated text from Cape Town. A number of amendments were examined and the Plenary decided to amend only the objective devoted to the importance of the link between culture and development, adding a reference to the recognition of “the true value of this link”. The United States formally expressed its objection to the acceptance of the objective (g).

The Plenary considered Article 2 and primarily accepted the principles as presented in the consolidated text. However, a number of amendments have been accepted by the Plenary, in particular on the principles 1, 6 and 7. Accordingly, a reference to the *Universal Declaration of Human Rights* was added to the principle devoted to the respect for human rights and fundamental freedoms, the principle of sustainability has been renamed the principle of *sustainable development* and finally the word “equitable” was added in the title and to text of the principle 7 which is described as the Principle of *equitable access*. The United States formally expressed its objection to the acceptance of the principle 2.4 on international solidarity and cooperation.

The second day of the session allowed the delegations to express their views on the scope of the Convention, described in Article 3 of the consolidated text. Considering the cross-cutting issues involved in this article, the President first decided to postpone the discussion until the conclusion of the negotiation on the definitions of the Convention. Following the agreement that has been reached on the definitions, the Plenary decided that the scope of application would remain the same described in the consolidated text.

The work on the definitions, both in Plenary and through the use of the informal working group was able to address some of the core issues of this Convention and facilitated the completion of our review of this text.

It should be noted that there was intense negotiation in the working group that met for more than 14 hours, over five days. While the results of the discussion in the working group were not unanimous, they constituted a significant base for the discussion in the Plenary. It should be noted that the joint proposal of the African Group and the European Union facilitated the work of the Plenary.

The Plenary completed its review of the definitions the fourth day of this session. They accepted a number of amendments to the original consolidated text based on proposals submitted by the African Group and the European Union. The package of definitions accepted by the Plenary includes definitions of cultural diversity, cultural expressions, cultural activities goods and services, cultural industries, cultural policies, protection and interculturality. It also included a new definition of cultural contents. The revised text contains 8 definitions, preceded by a new heading and forms the lexicon of the Convention.

It should be noted that the delegation of the United States expressed its formal objection to the definitions of cultural expressions, cultural activities goods and services, cultural industries, cultural policies and protection. Argentina reserved its position on Article 4.4.

On Article 5 the Plenary largely supported the language in the consolidated text but did make a number of amendments. The Plenary decided to include policies as well as measures in paragraph 2 of this article and agreed to replace the words “conform to” with “consistent with” for greater clarity in the provision.

Also, further to the discussion where some sought greater clarity on the relationship of this Convention to other international instruments in this provision, it was agreed to replace the phrase “consistent with the objectives and principles of this Convention” with “consistent with the provisions of this Convention” in order to ensure that all elements of this Convention were covered, including the article on the relationship to other international instruments.

The consolidated text from Cape Town was also largely the basis of agreement in Article 6. A number of notable amendments were advanced by delegations and accepted by the Plenary. Included among these amendments were proposals to include activities in the cultural sector, reference to artists and other cultural professionals and a new subparagraph aimed at enhancing diversity of the media, including through public service broadcasting.

It should be noted that the delegation of Japan reserved its right to review Article 6.1 at the General Conference and present amendments to improve the text. The delegation of the United States of America, expressed its formal opposition to the acceptance of provisions in Articles 6.2.b and c.

The texts of Articles 7 on Measures to promote Cultural Expressions, 8 on Measures to Protect Cultural Expressions were largely the same as those found in the consolidated text.

It should be noted that an amendment to Article 7 to include reference to access to diverse cultural expressions from within their territory as well as from other countries of the world was accepted by the Plenary.

Delegations of Japan and the United States expressed their reservation on Article 8 at this stage of the discussion because this article was addressed prior to the conclusion of the discussion on definitions.

For Article 9 on Information Sharing and transparency as well 10 on Education and public awareness, the Plenary decided to primarily accept the consolidated text from Cape Town. Israel reserved its position on Article 9.

Article 11 on the Participation of Civil Society was a new proposal that was discussed and accepted by the Plenary. This text aimed to acknowledge the fundamental role played by civil society in protecting and promoting the diversity of cultural expressions and called on parties to encourage the active participation of civil society in this process.

The acceptance by the Plenary of articles 12 to 18 on international cooperation, sustainable development, cooperation for development, collaborative arrangements, preferential treatment for developing countries, cooperation in situations of serious threat and the establishment of an international fund for cultural diversity demonstrates the extent to which the working group on international cooperation held at the second session of the intergovernmental process succeeded in placing the needs and aspirations of developing countries at the very centre – the heart – of this Convention.

These articles were largely unchanged by the third session of the intergovernmental process.

With regard to articles 16 and 18, however, significant discussions took place given the primary importance that was ascribed by developing countries to the issue of preferential treatment and the international fund for cultural diversity.

After informal consultation between the African Group, members of the Latin America and Caribbean Group and Canada, consensus wording was found on the issue of preferential treatment for developing countries. While the original consolidated text was maintained, the phrase “and legal” was inserted.

Canada, supported by New Zealand and Australia, made a statement upon acceptance of this article that the legal framework mentioned in this article allows for sufficient flexibility in the application of national legislation, most notably immigration laws.

On Article 18, a proposal from the African group to include a new subparagraph calling on parties to provide voluntary contributions on a regular basis was accepted by the paragraph as a tool aimed at securing the financial resources needed to give life to this Convention.

It should be noted that Article 19 on exchange analysis and dissemination of information remained consistent with the consolidated text of the Convention. Israel and Japan had a reservation on this article.

The relationship of this instrument to other international rights and obligations as found in Article 20, was the subject of intense discussions for the duration of the negotiation. While delegations appreciated the efforts made in the preparation of the consolidated text, it was clear that it was still not the sought after third way.

The Chairman of the Plenary called for the establishment of an informal working group that would try to bridge the gap between delegations, yet remain faithful to a number of core principles. Following the report of the Co-Chairs of the working group, Jukka Liedes, the Chairman of the Drafting Committee and Jacques Paquette of Canada – a report that demonstrated that much progress had been made in bridging differences, the Chairman, Professor Asmal convened an additional informal consultation to try and further bridge the gap. After consideration of amendments from a number of delegations, including the United States, Argentina, South Africa, the Russian Federation, Mexico and Japan, the participants in the informal consultation expressed significant support for a slightly modified text based on proposals from Andorra, Mali and Senegal. This modified text was then presented to and endorsed by the Plenary.

The delegation of the United States requested that two texts for this article be submitted to the General Conference for its consideration. When the Chair placed this question before the Plenary, an overwhelming number of delegations supported sending a single text to the Director General – the text endorsed by

the Plenary. As a consequence of this expression of the Plenary's will, the United States noted its formal objection to this decision. A number of other delegations, notably Japan, Israel, Argentina, Chili, New Zealand, Australia and Turkey reserved their position on this article expressing their right to propose amendments to this text when it is presented before the General Conference.

It should be noted that Article 21, on international consultation and coordination was kept, in large part consistent with the language found in the consolidated text. A single amendment that says that parties shall consult each other, as appropriate was added during the discussions.

The deliberations on organs of the Convention also reflected strong support for the consolidated text from Cape Town. Precision to the text were made in Article 22 on the Conference of Parties in order to ensure it would function as the supreme and Plenary body of the Convention. Amendments to Article 23 on the Intergovernmental committee were focused on ensuring its accountability to the Conference of Parties and bringing greater clarity to its areas of responsibility.

Article 24 related to the UNESCO secretariat reiterates the central role it plays in supporting the activities of states in pursuit of the objectives of this Convention.

Monsieur le Président,

Les articles contenus dans la section VII du texte consolidé consacrée aux dispositions finales ont fait l'objet à la fois d'amendements techniques et de substance. Sur le fond, les changements les plus importants ont été apportés aux articles 25, 27 et 30.

Les premiers échanges sur le mécanisme de règlement des différends ont immédiatement conduit le Président à constituer un groupe de travail informel afin de concilier les diverses positions.

Les points les plus sensibles portaient sur le recours à l'arbitrage, de même que sur la conciliation à la demande d'une seule Partie. L'Inde, et par la suite l'Union européenne, ont présenté un nouveau texte comprenant un recours à la conciliation à la demande d'une seule partie, accompagné d'une clause d'*opting out*, permettant à un État de déclarer son intention de ne pas être lié par cette disposition. Cette proposition a reçu un large soutien de la Plénière.

Les discussions sur l'article 27 ont surtout porté sur l'ouverture à l'adhésion de toute organisation d'intégration économique régional ayant des compétences dans un ou plusieurs domaines couverts par la Convention. Un groupe de travail réunissant le Canada, l'Union européenne et le Japon a été constitué et a soumis une nouvelle proposition de texte. La proposition a permis de clarifier plusieurs éléments fondamentaux de cet article, tels que la définition des organisations visées, le partage des responsabilités entre l'organisation et ses États membres, de même que quelques aspects plus techniques. Cette nouvelle proposition a été largement soutenue par la Plénière.

Quant aux débats sur l'article 30, consacré aux régimes constitutionnels fédéraux ou non unitaires, ils ont surtout porté sur une proposition conjointe de la Suisse et du Canada visant à compléter la clause proposée dans le texte consolidé du Cap, par l'ajout d'une phrase introductory. Cet ajout clarifie l'article en précisant que les accords internationaux lient également les parties indépendamment de leurs systèmes constitutionnels. Cette proposition a reçu le soutien de la Plénière.

Les autres dispositions finales sont restées fidèles au texte consolidé. En outre, sur l'article 26, un amendement présenté par la Chine a visé à prendre en compte la spécificité de sa législation interne pour son adhésion à la Convention. Sur l'article 29, un amendement a permis de clarifier le traitement réservé à une organisation d'intégration économique régionale lors de la comptabilisation des dépôts d'instrument en vue de l'entrée en vigueur de la Convention. En ce qui concerne enfin les articles 31 à 35, ils n'ont fait l'objet d'aucune modification par la plénière.

Ladies and Gentlemen, since this process began last September, the intergovernmental committee has had a number of opportunities to and actively did engage in a dynamic and open debate over the nature and content of the Convention. We have now completed that process with the preliminary draft Convention you have before you.

Colleagues, Mr. Chairman, as this is the last time I address you as the Rapporteur for the intergovernmental committee on the elaboration of this draft Convention, I would like to thank you all for your patience and kindness. It has been an honour and a privilege to serve as your Rapporteur.

Thank you.